

Alors que l'heure de la rentrée vient de sonner, la Région Auvergne-Rhône-Alpes est déjà en retard

Malgré le Schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI) initié en grande pompe par la Région en 2022, les effets réels dans les lycées se font encore attendre. Trois ans après notre mission d'évaluation, nous repartons donc à la rencontre des usager-es des lycées pour constater l'état actuel des établissements et vérifier si les travaux annoncés par la Région ont réellement porté leurs fruits.

En dépit de ce qu'a affirmé la majorité régionale, un certain nombre de lycées sont aujourd'hui encore en mauvais état. Les délibérations présentées depuis lors par la Région parlent d'elles-mêmes : vétusté, problèmes d'isolation, fuites récurrentes de toitures, installations obsolètes. Autant de problèmes rencontrés, que nous avons déjà révélés à l'occasion de la Mission lycée et qui continuent aujourd'hui encore d'être dénoncés par les élèves et le personnel des lycées.

Trois ans plus tard, force est de constater que la réponse apportée par la Région reste trop souvent partielle au regard de l'ampleur des problèmes rencontrés. La Région a bien engagé des travaux dans un certain nombre de lycées, mais peu répondent de manière globale aux problèmes réellement subis dans les établissements. Par exemple, au lycée Claude Bernard à Villefranche-sur-Saône, alors que le lycée fait face à des problèmes de rénovation thermique importants, seuls 620 000 € ont été alloués en deux ans pour refaire les sanitaires de l'internat et 70 000 € pour la réfection des volets roulants.

Ces réponses partielles, voire lacunaires, interrogent la capacité de la majorité régionale à porter une véritable stratégie de rénovation de ses lycées et à répondre en priorité aux besoins les plus urgents. A titre d'exemple, alors que le SPSI devait identifier les lycées prioritaires, plus d'un tiers des lycées que nous avons repéré comme étant en mauvais voire très mauvais état n'y figuraient même pas. De nombreux lycées dans la Région ont d'ailleurs depuis bénéficié de travaux alors qu'ils ne figurent pas dans la stratégie régionale établie en 2022.

En matière de rénovation thermique, la Région est encore loin d'être à la hauteur, comme l'ont malheureusement mis en évidence les différents épisodes de canicule de cet été. Au lycée Georges Brassens, la Région a engagé 2 750 000 € lors de la commission permanente d'octobre 2024, pour la démolition et la reconstruction d'ateliers devenus obsolètes. Pourtant, près de deux ans après cette décision, la situation reste particulièrement préoccupante, avec des températures atteignant régulièrement 35 °C dans les ateliers.

Face à ces observations et à la multiplication des alertes remontées par les usager-es des lycées, nous avons décidé de repartir à leur rencontre. Nous lançons donc un nouveau questionnaire afin d'évaluer l'état actuel des lycées d'Auvergne-Rhône-Alpes et de mesurer concrètement les effets des travaux annoncés et engagés par la Région depuis notre précédente mission d'évaluation.

« Trois ans après, nous voulons savoir ce qui a réellement changé dans les établissements, ce qui a été fait et surtout ce qui reste encore à faire. Car derrière les annonces, les plans d'investissement et les montants affichés, ce sont les conditions d'accueil et de travail de milliers de lycéen-nes et de personnels qui sont en jeu. » a déclaré Catherine Bony, conseillère régionale de la Loire.

Alors que le SPSI de la Région est presque arrivé à mi-parcours, à peine un tiers des trois milliards d'euros annoncés ont été dépensés. Les moyens consacrés à la rénovation et à l'entretien des lycées restent manifestement en décalage avec l'ampleur des besoins.

Pour Maxime Meyer, conseiller régional de l'Ain : « *La majorité régionale communique beaucoup, mais les effets concrets dans les lycées ne sont toujours pas à la hauteur. L'éducation, et au premier rang desquels les lycées publics, doit être une priorité régionale. Elle ne peut pas être sacrifiée au profit d'effets d'annonce.* »